
passer par une immunisation des pays pauvres du monde contre les rivalités Est-Ouest. C'était là le but initial du mouvement des non-alignés préconisé par Nehru et Tito. Au Sommet d'Ottawa, les sept grands pays industrialisés ont réaffirmé leur appui au véritable non-alignement.

L'Union soviétique ne s'est probablement jamais montrée sous un jour moins attrayant comme modèle de développement pour les pays du tiers monde ; et l'Afghanistan puis, maintenant, la Pologne n'ont rien fait pour améliorer les choses. C'est vers l'Ouest que le Sud se tourne pour demander de l'aide. Les problèmes sont énormes et menacent notre paix et notre prospérité mêmes dans ce monde interdépendant. Par simple décence — compte tenu de nos valeurs occidentales —, nous devons faciliter le développement économique du Sud. Mais, même si nous n'étions pas animés par le sens moral, le simple bon sens et notre propre intérêt économique et politique devraient nous commander d'agir. Vu les liens croissants qui se tissent entre le Nord et le Sud, aucun pays industrialisé ne peut espérer être à l'abri des remous du changement économique et social. Ce sont des considérations de ce genre qui incitent le Canada à continuer d'appuyer fermement le concept des négociations globales.

Importance des échanges commerciaux

De plus, si nous voulons que le changement marque une progression et non une régression, il faudra, par exemple, que les institutions internationales tiennent davantage compte des difficultés propres aux pays en voie de développement, notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés internationaux des capitaux, la sécurité des prix des produits de base, l'accès aux compétences techniques et aux marchés des produits manufacturés. Les pays en voie de développement dont le potentiel d'exportation est en pleine croissance n'ont pas besoin d'aide comme telle ; ils ont surtout besoin de débouchés pour leurs produits. A cet égard, le rôle de l'entreprise privée devrait être reconnu et encouragé tant par les pays donateurs d'aide que par les pays bénéficiaires.

Cependant, l'aide publique au développement restera longtemps essentielle, particulièrement pour les pays les plus pauvres. En effet, ce sont ces pays qui bénéficieront le moins des nouvelles technologies ainsi que de l'évolution des institutions internationales et du système des échanges et des paiements. En un mot, ces pays ont des économies si rudimentaires que le progrès ne peut venir pour eux que très lentement.

Le programme d'aide du Canada continuera d'être axé sur les pays les plus pauvres. Il est appelé à se concentrer de plus en plus sur les trois secteurs — agriculture, énergie et développement des ressources humaines — où les compétences canadiennes coïncident le mieux avec les besoins des pays pauvres.

Nous devons tous nous efforcer d'accroître le montant de notre aide. Le Canada s'est engagé pour sa part à affecter à l'aide 0,5 p. 100 de son produit national brut (P.N.B.) d'ici à 1985, et nous tâcherons d'aller jusqu'à 0,7 p. 100 d'ici la fin de la décennie. Le Canada s'est aussi joint récemment aux États-Unis, au Venezuela et au Mexique pour entreprendre dans le bassin des Caraïbes un projet qui combine bon nombre des éléments de réforme que j'ai mentionnés et dont le but est d'éradiquer les problèmes sociaux et économiques qui sont la cause première de l'instabilité et de la révolution.
